

néo-coloniaux. Ces derniers voient leur processus productif se développer - quand il se développe - en fonction des intérêts des puissances impérialistes ; ce qui dicte leur développement, ce sont les besoins de l'accumulation impérialiste : certains secteurs sont hypertrophiés (matières premières), d'autres sont bloqués. L'asservissement qu'impose l'impérialisme à ses victimes provoque la paupérisation de leurs masses populaires et ce parce que leur développement ne correspond en rien aux nécessités ni aux besoins les plus fondamentaux que dicterait la défense de leurs intérêts. Mais ce phénomène est contradictoire vis-à-vis de l'impérialisme ; la carence de développement de ses victimes (en particulier, pour ce qui est de l'infrastructure industrielle : transports, routes, électrification, etc...) s'oppose, en effet, à terme, à l'absorption par celles-ci des surplus de production (produits manufacturés d'une haute technicité) des pays impérialistes. La paupérisation des masses provoquant des luttes révolutionnaires, celles-ci menacent aussi (et de façon beaucoup plus radicale !) les débouchés extérieurs des puissances impérialistes ; elles aboutissent à la remise en cause des rapports de production impérialistes, c'est-à-dire des rapports de production capitalistes MONDIAUX.

On voit donc que l'économie capitaliste mondiale a à faire face à deux séries de problèmes : d'une part, ceux qui découlent du déclin de l'impérialisme (débouchés ; luttes militaires à entreprendre), et, d'autre part, ceux qui découlent de la remise en cause de la hiérarchie (concurrence accrue, crise des débouchés, développement chaotique du processus productif mondial). C'est dans cette perspective générale que s'est développée l'inflation internationale et la crise du S.M.I. (système monétaire international).

II-L'INFLATION INTERNATIONALE ET LA CRISE DU S.M.I.

Il faut d'abord rappeler que l'inflation n'est pas un « pur » phénomène monétaire ; c'est un phénomène qui trouve sa source au niveau de la production. Il s'agit, en effet, du conflit salaires-profits qui se développe par l'intermédiaire des prix : quand l'accumulation est difficile, il est nécessaire pour le capitaliste d'améliorer la productivité, et la seule possibilité, alors, de dégager les profits qui le permettent consiste à hausser les prix. Les travailleurs réagissant à la dégradation de leur pouvoir d'achat par des revendications salariales, il s'ensuit une nouvelle baisse des profits, puis une hausse des prix, etc.. L'inflation est donc une hausse cumulative des prix, expression du conflit salaires-profits.

Les difficultés des Etats-Unis (suraccumulation-déclin relatif) ont progressivement déclenché, depuis deux ans, une inflation de ce type. Mais leur situation d'économie dominante leur permet de transmettre leur inflation à l'ensemble du processus productif mondial, de façon, notamment, à ne pas trop pâtir de la détérioration de leur compétitivité. Cependant, l'inflation internationale exacerbe le développement inégal, elle accélère des processus, en ralentit d'autres ; ainsi l'Allemagne voit-elle sa position s'améliorer sans cesse alors que la France et surtout la Grande-Bretagne voient la leur se dégrader. La lutte pour de nouveaux marchés va s'étendre et la concurrence entre trusts nationaux s'exacerber.

Sur le plan monétaire, l'inflation internationale est un facteur de crise ; elle désorganise, en effet, les circuits financiers internationaux ; le capital est à la recherche opiniâtre de moyens de se valoriser (cf. jeu des taux d'intérêts, spéculation internationale) ; selon l'évolution de leur compétitivité externe, les économies nationales affrontent des problèmes de liquidités de plus en plus difficiles ; enfin, la remise en cause de la hiérarchie du processus productif mondial désorganise le S.M.I., en rendant nécessaires des modifications de parités des monnaies.

Cependant, il ne faut pas perdre de vue que la crise du S.M.I. peut toujours être résolue conjonctuellement, du moins sur le plan institutionnel (il suffit que les experts soient suffisamment habiles). Ce qui est important, car déterminant, c'est la crise du processus productif. La lutte des capitalistes pour le maintien de leurs profits les conduit à améliorer la productivité et à reconstituer l'armée de réserve industrielle de façon à peser sur les salaires ; cette lutte passe donc par la paupérisation des masses ; cependant, la tendance à la suraccumulation de capital rend toujours impérieuse la recherche de nouveaux marchés. Les puissances capitalistes (et au premier chef, les Etats-Unis) ont besoin de la coexistence pacifique ; d'une part, pour tenter de maintenir

leur domination impérialiste, et, d'autre part, pour éventuellement profiter du considérable marché potentiel que constituent les Etats Ouvriers (cf. la croissance spectaculaire des échanges germano-soviétiques).

B) LA CRISE DE LA BOURGEOISIE FRANÇAISE

I-LES DIFFICULTES TRADITIONNELLES DU CAPITALISME FRANÇAIS.

L'économie française a pratiquement toujours (depuis Colbert !) été « protectionniste » ; seules deux brèves périodes ont failli à la règle : sous le règne de Louis Bonaparte (traité commercial avec l'Angleterre 1860-1870) et à partir de 1959. C'est sur une base protectionniste, qu'après la deuxième guerre mondiale, le capitalisme français a réorganisé l'instrument de son exploitation, le processus productif ; l'intervention de l'Etat fut importante pour rénover les industries de base et tenter d'orienter l'économie vers les marchés mondiaux. Mais il y avait l'empire colonial et la France croyait pouvoir le maintenir ; il ne faut pas en conclure que le capitalisme français vivait sur son empire en autarcie, car il était inséré dans le processus productif mondial ; simplement, il organisait son développement en prétendant à une place qu'il ne pouvait tenir, comme l'ont témoigné les désordres monétaires des années 1945-58, et en profitant des « facilités » que lui procuraient ses colonies. Les traditions petites-bourgeoises de l'économie française (importance des petits rentiers) n'étaient pas éteintes, et le capitalisme français maintint des structures archaïques - taille insuffisante des unités de production ; part trop importante du secteur agricole ; secteur pré-capitaliste attardé (petits-commerçants, artisans) -, alors que son empire colonial éclatait du fait des révoltes faisant suite à l'exploitation sauvage qui y régnait, des successives défaites politiques et militaires de la France, et du déclin mondial de l'impérialisme. En 1958, la situation était catastrophique pour la bourgeoisie française : l'économie était au bord du gouffre, la puissance française unanimement controversée (Indochine, Suez, Algérie...), et la situation intérieure d'une confusion extrême. La France devait se « ressaisir », il fallait recréer une mystique nationale pour pouvoir passer sans trop de heurts du colonialisme au néo-colonialisme et, à une nouvelle place, dans l'économie mondiale ; pour cela, il fallait d'abord faire cesser l'impuissant ballet parlementaire. « Heureusement », de Colombey, l'œil de Bonaparte convoitait Marianne, et les ballerines du Palais Bourbon allaient bientôt devenir les godillots du général !

II-L'ERE GAULLISTE.

a) MOYENS, OBJECTIFS ET CONTRADICTIONS DU GAULLISME.

L'objectif assigné au bonapartisme était de faire passer, sans trop de heurts la France du colonialisme au néo-colonialisme.

Pour que ce projet soit réalisable, il fallait qu'il galvanise les énergies nationales et pour cela qu'il soit agrémenté de toute une phraséologie nationaliste soucieuse de reconstruire la grandeur de la France. Le général devait donc disposer de toutes les cartes, il bénéficiait du soutien des couches moyennes et de la grande bourgeoisie ; il lui fallait encore s'affranchir du parlement, ce qu'il finit par obtenir en 1962, instituant le présidentielisme en France, et disposer d'une administration puissante, ce que la pénétration des gaullistes dans toutes les directions ministérielles obtint assez rapidement.

Cependant, l'habileté diplomatique de De Gaulle était, en soi, insuffisante ; elle devait s'appuyer sur une économie solide, ce qui se traduisait dans l'esprit du général par une monnaie forte. Giscard d'Estaing avait, lui, compris que ce qui importait, c'était la compétitivité internationale de l'économie française et qu'en conséquence c'est l'accumulation du capital qu'il fallait développer et le pouvoir des grandes entreprises qu'il fallait affermir. Ce sont les monopoles qui étaient les bénéficiaires du régime ; Bonaparte assurait la stabilité politique et, n'étant son fâcheux penchant à sacrifier à la stabilité monétaire, il devait leur permettre de s'assurer des profits suffisants. Dès que la guerre d'Algérie fut terminée, Giscard put, sous le couvert d'une action conjoncturelle lancer une opération structurelle : le plan de stabilisation de 1963. Ce plan avait pour but d'améliorer la compétitivité externe de l'économie française ; de fait, la concentration s'est accélérée, mais cela n'a pas changé radicalement les structures de